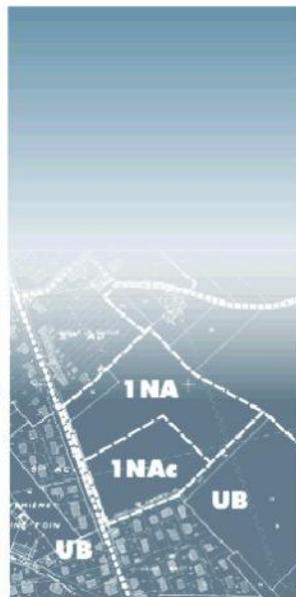




Agence d'urbanisme
et de développement durable
Lorraine Nord



Comprendre le développement d'Alzette-Belval

CESER - Metz

17 mai 2011

Comprendre le développement d'Alzette-Belval

- Le site d'Esch-Belval et le développement du sud Luxembourg
- Le Luxembourg : déjà une lame à double tranchant ?
- L'émergence de l'éco-agglomération transfrontalière Alzette-Belval : un projet de longue haleine

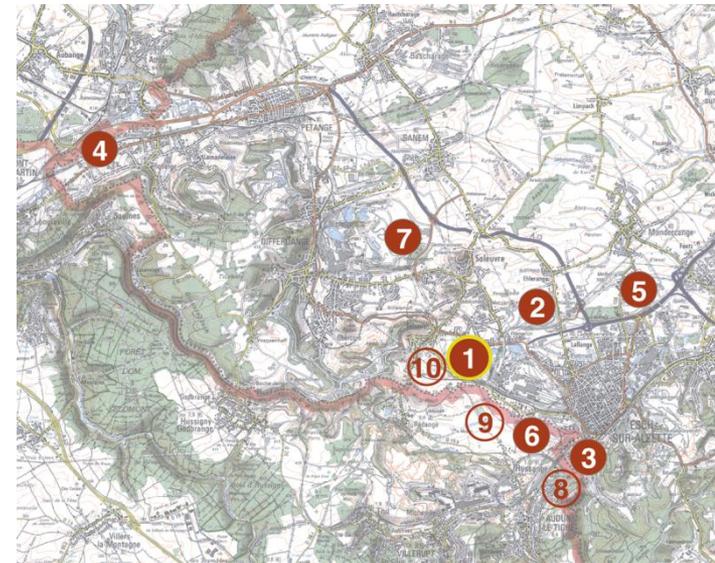


Le site d'Esch-Belval et le développement du sud luxembourg

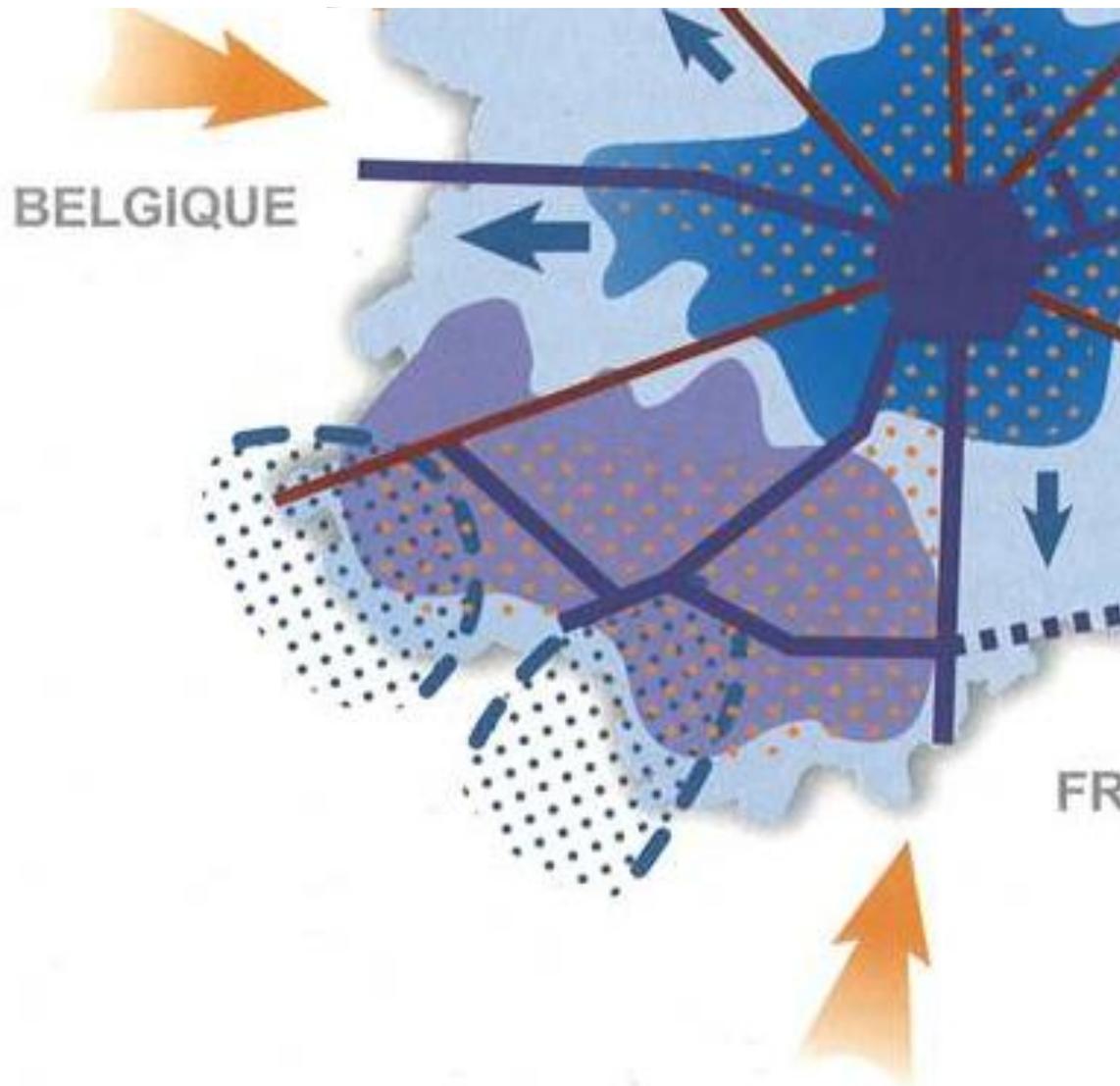


Le contexte de l'aménagement d'Esch-Belval

- Une stratégie qui date de 15 ans (1996)
- Un choix : la reconversion des sites sidérurgiques
- Un outil : le GIE-ERSID, qui deviendra AGORA
- Un secteur géographique : le sud Luxembourg
- 10 sites identifiés
- Parmi eux, **une priorité : Esch-Belval**



En 2003, le PDAT confirme cette stratégie



SYSTEME URBAIN

- agglomération polycentrique
- agglomération monocentrique
- zone de poussée urbaine
- secteur en expansion
- agglomération transfrontalière confirmée
- zone faiblement structurée, stabilisée du point de vue démographique

SYSTEME ECONOMIQUE ACTUEL

- centre tertiaire confirmé
- axe dominant du développement économique
- attractions transfrontalières confirmées

AXES ROUTIERS STRUCTURANT LE TERRITOIRE

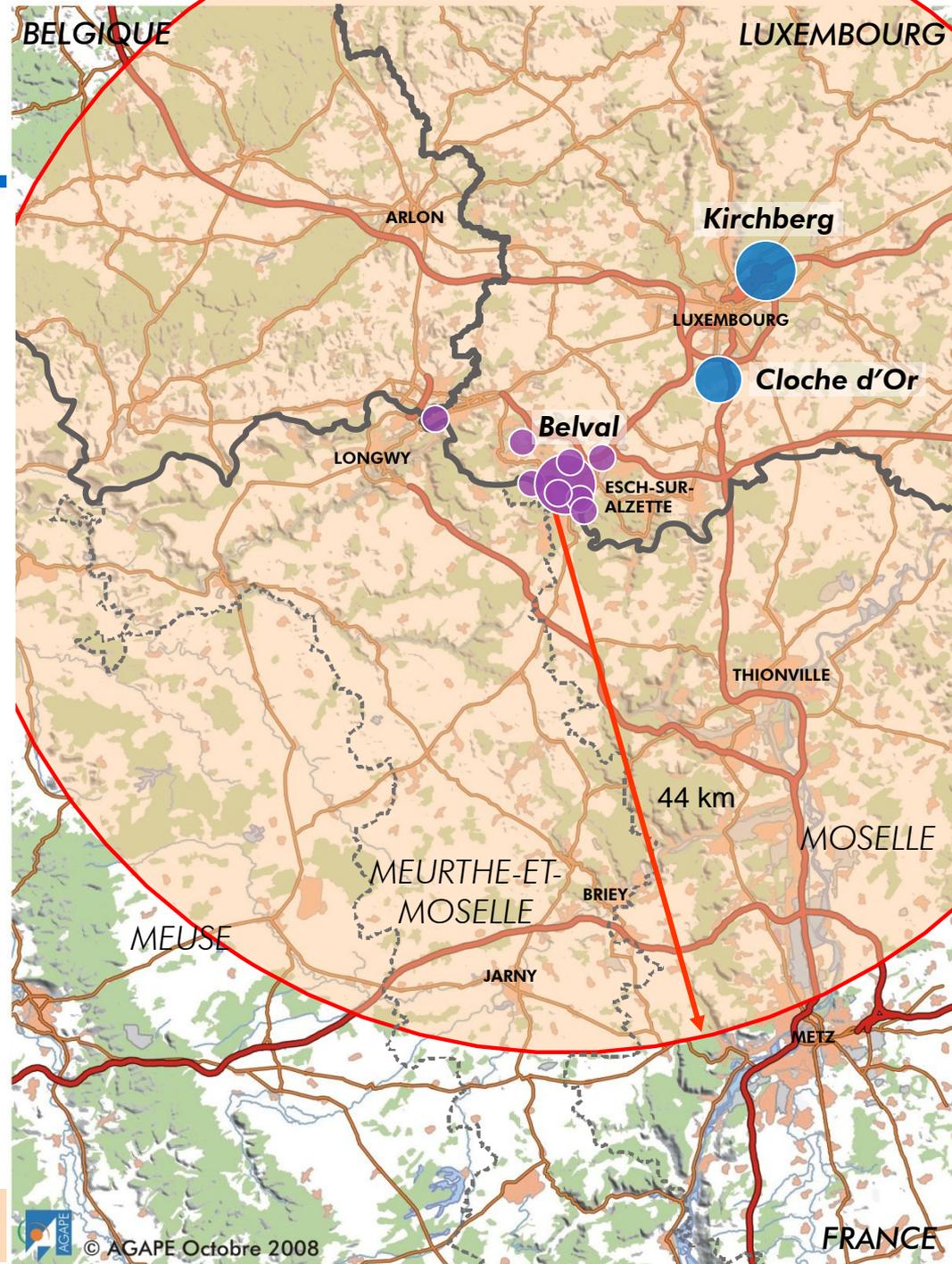
- autoroutes existantes
- autoroutes en construction
- autres axes routiers importants

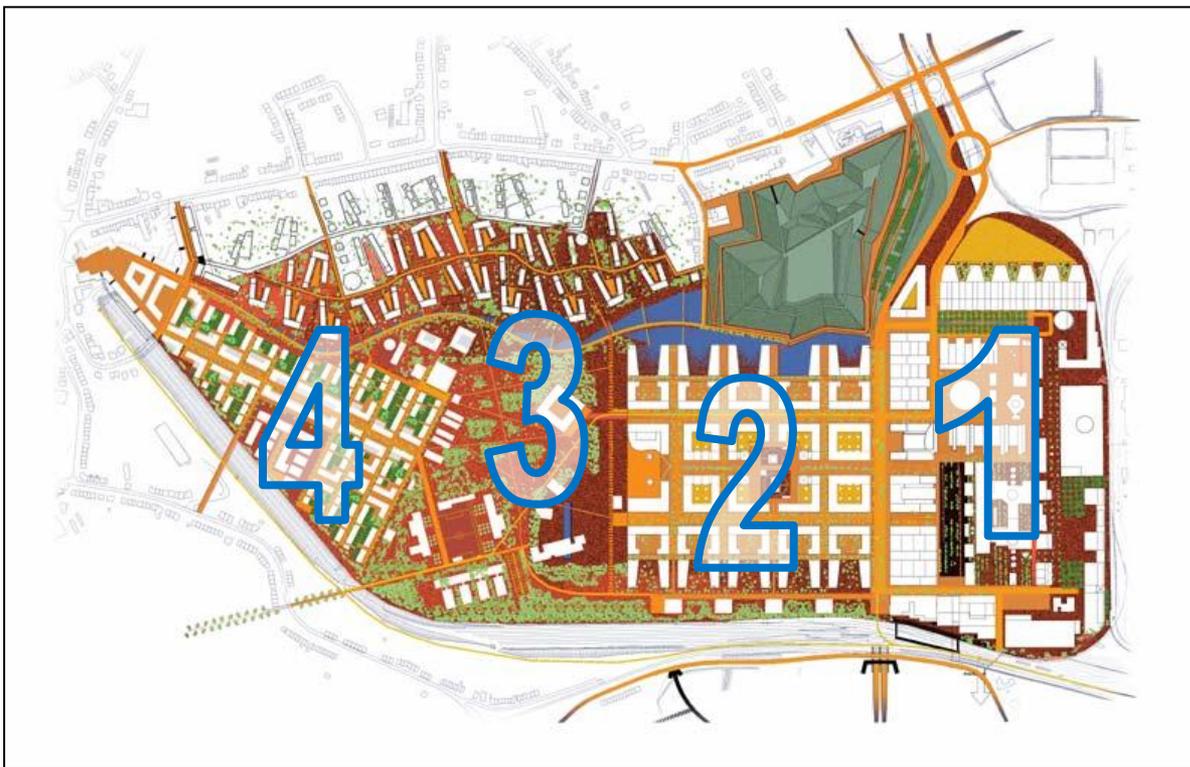
· 2003

Belval, vu du Grand-duché

C'est :

- la volonté de desserrer la capitale Luxembourg
- l'émergence d'une nouvelle polarité sud-régionale
- 1,2 milliard d'euros d'investissements publics sur 15 ans
- la limitation des flux au plus près de la frontière
- un enjeu mobilité (Mobilité 2020)
- 20 000 emplois et 5 000 habitants
- l'implantation de l'Université du Luxembourg (7 000 étudiants)
- une forte concurrence : Kirchberg / Cloche d'Or





1. Belval Terrasse (27,6 ha, capacité de 560 000 m²) :

équipements culturels (dont un cinéma), lieux de recherche et d'enseignement supérieur, DEXIA

2. Square Mile : Centre d'Affaires, logements et commerces

3. Parc Belval : espace vert et loisirs (sentiers piétons, pistes cyclables, complexe sportif...)

4. Quartier Belval : habitat diversifié, services, commerces...

Le projet Belval en chiffres...

- 1 milliard d'euros d'investissements publics sur 15 ans
- 300 millions d'euros consacrés à l'infrastructure routière
- 20 000 emplois créés
- Logements pour 5 000 à 6 000 habitants
- Une surface développée de 1,3 Millions de m² de bâtiments sur 69 ha

LA DEFENSE

750 ha
3 millions m² de bureaux
150 000 salariés
1 500 entreprises

Source : Etablissement Public pour l'Aménagement de La Défense

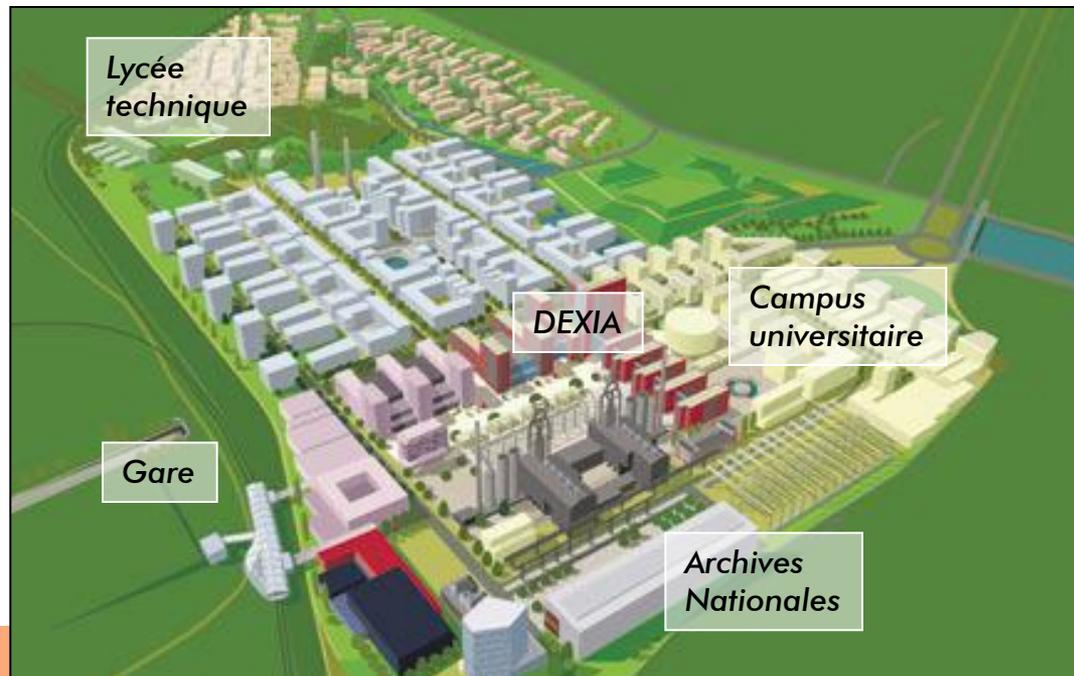


Le projet BELVAL

Le projet d'aménagement

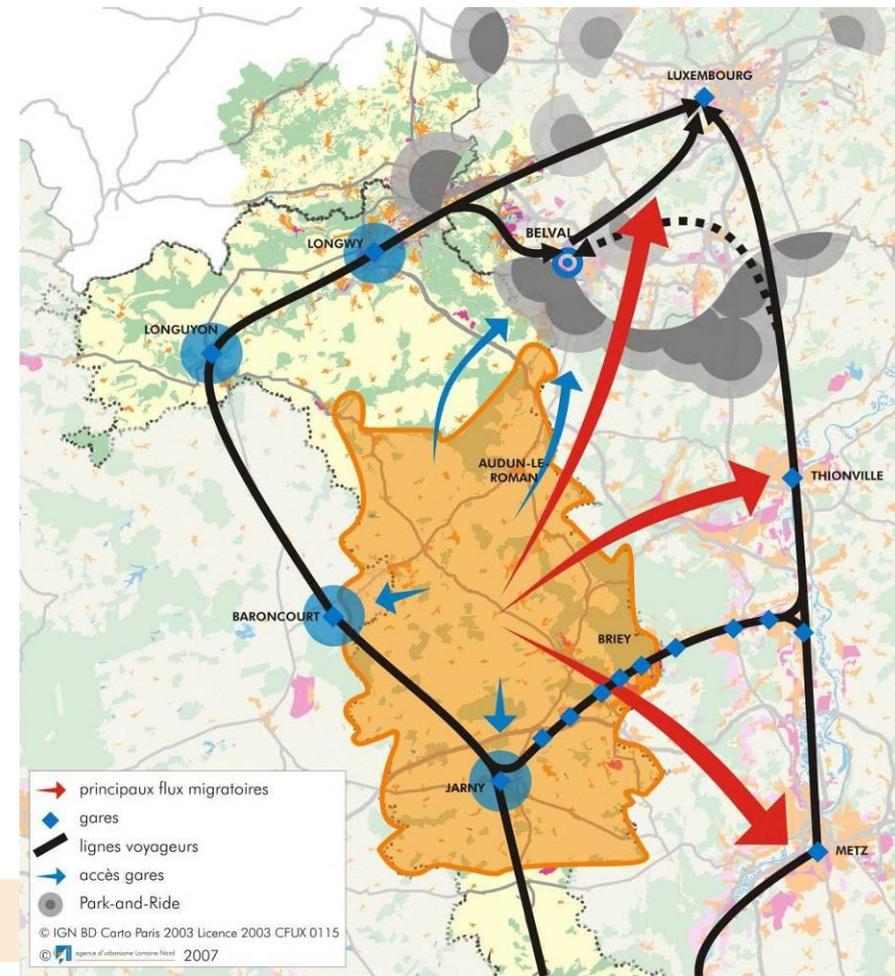
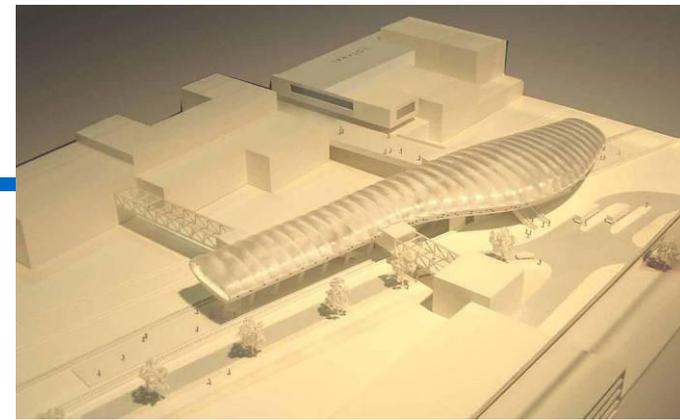


Vues sur «Square Mile» et
«Terrasse des Hauts Fourneaux»

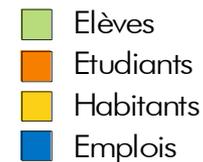


La gare Belval-Usines

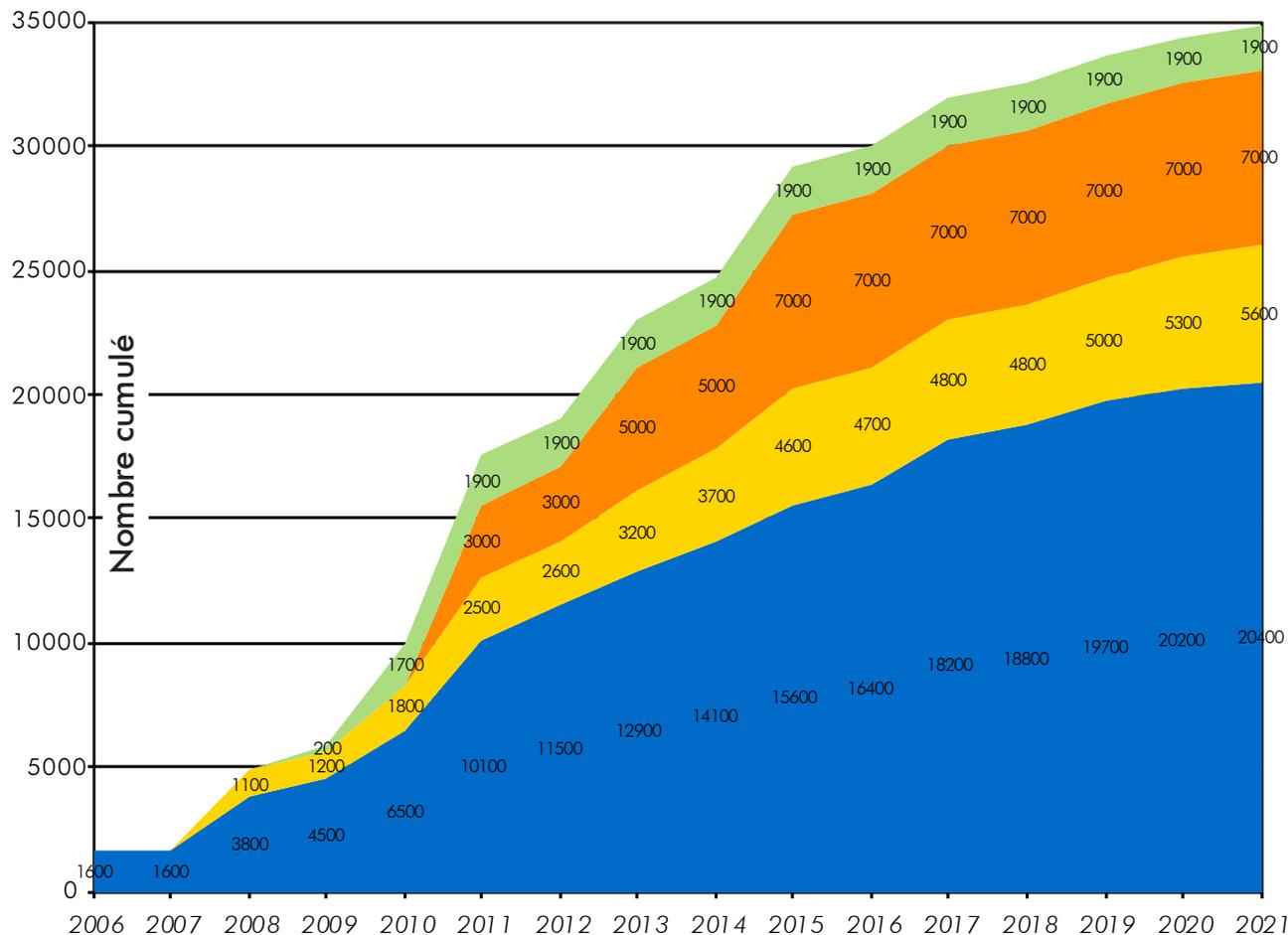
- Une gare d'interconnexion reliée à Luxembourg-ville, à Longwy, à Thionville, à Metz et peut-être à Jarny ?



Le rythme de développement initialement prévu



- Un rythme ralenti par la crise de 2008



Mais un développement important d'ici 2013, soit la fin du Contrat de Projets

- Logements = 350 d'ici la fin 2011 (90 actuellement)
- Activités / emplois / recherche =
 - ▶ Aujourd'hui, +/- 3000 emplois
 - ▶ Mais d'ici 2013-2014 :
 - ADEM = 10 000 m² (2012)
 - 36 000 m² livrés sur la période 2012-2014
 - Près de 500 chercheurs de 3 centres de recherche, dont 250 chercheurs déjà installés

Mais un développement important d'ici 2013, soit la fin du Contrat de Projets

- Enseignement :
 - ▶ Lycée Bel-Val = 40 000 m², 1 500 élèves, ouverture = rentrée 2011
 - ▶ Université du Luxembourg
 - Maison des Sciences Humaines = 26 500 m², prévue pour 2014
 - Maison du Savoir = 62 000 m², prévue pour 2014
 - Maison du Nombre = 19 000 m²

Le projet BELVAL

Le défi architectural

novembre 2006



Tour DEXIA



Centre de musique «Rockhal»
Inauguré le 23 septembre 2006



Le projet BELVAL

Le défi architectural



Belval Plaza 1
70 000 m²



Belval Plaza 2
60 000 m²

Source : www.belvalplaza.lu

Le projet BELVAL
Le défi architectural



Lycée Bel-Val



Campus de l'Université du Luxembourg



**Maison du
Savoir**

Photo : le fonds belval



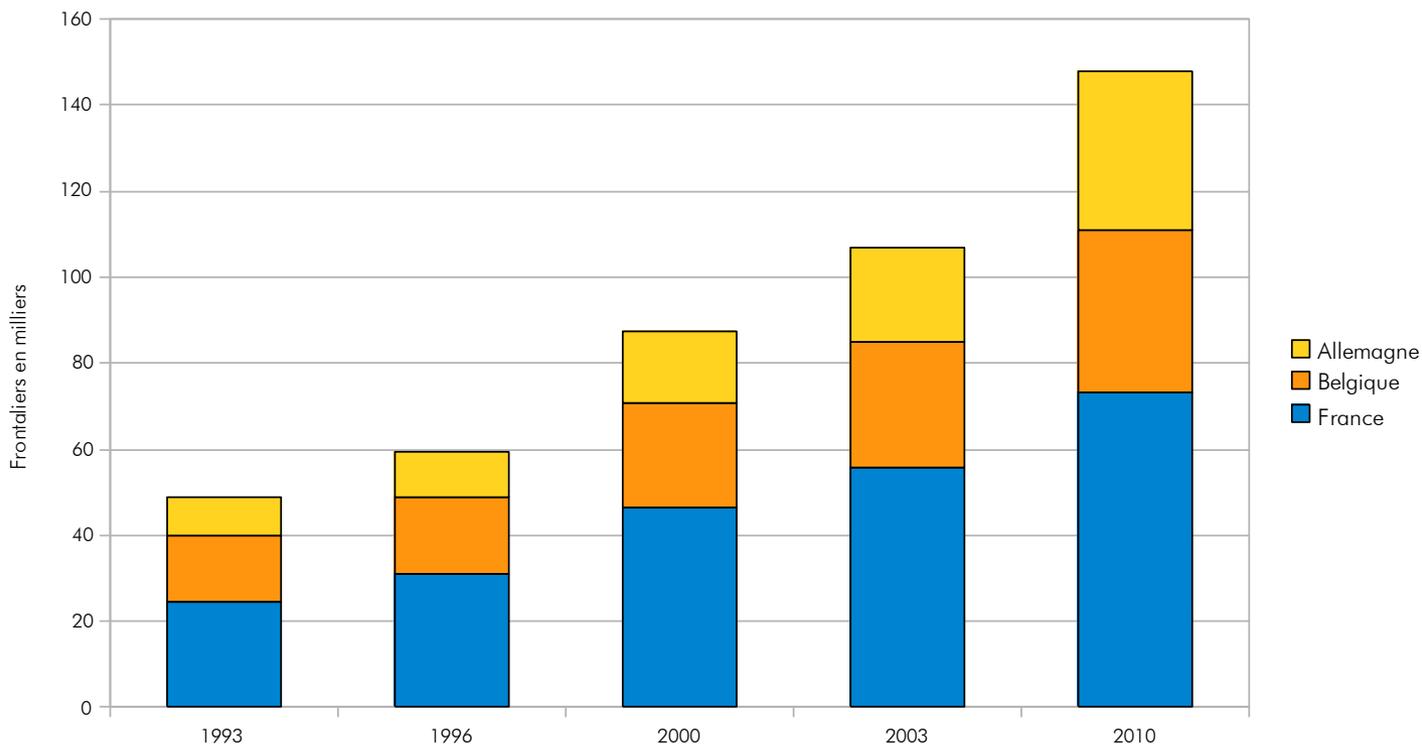
Le Luxembourg, déjà une lame à double tranchant ?



Les impacts du Grand-Duché n'attendent pas Belval

- 1985 : 17 000 frontaliers
2010 : 150 000 frontaliers, dont 70 000 lorrains
+ 5 250 frontaliers / an

- **Entre 2007 et 2013, une croissance de 40 000 frontaliers, dont 20 000 provenant de Lorraine**



Les impacts du Grand-Duché n'attendent pas Belval

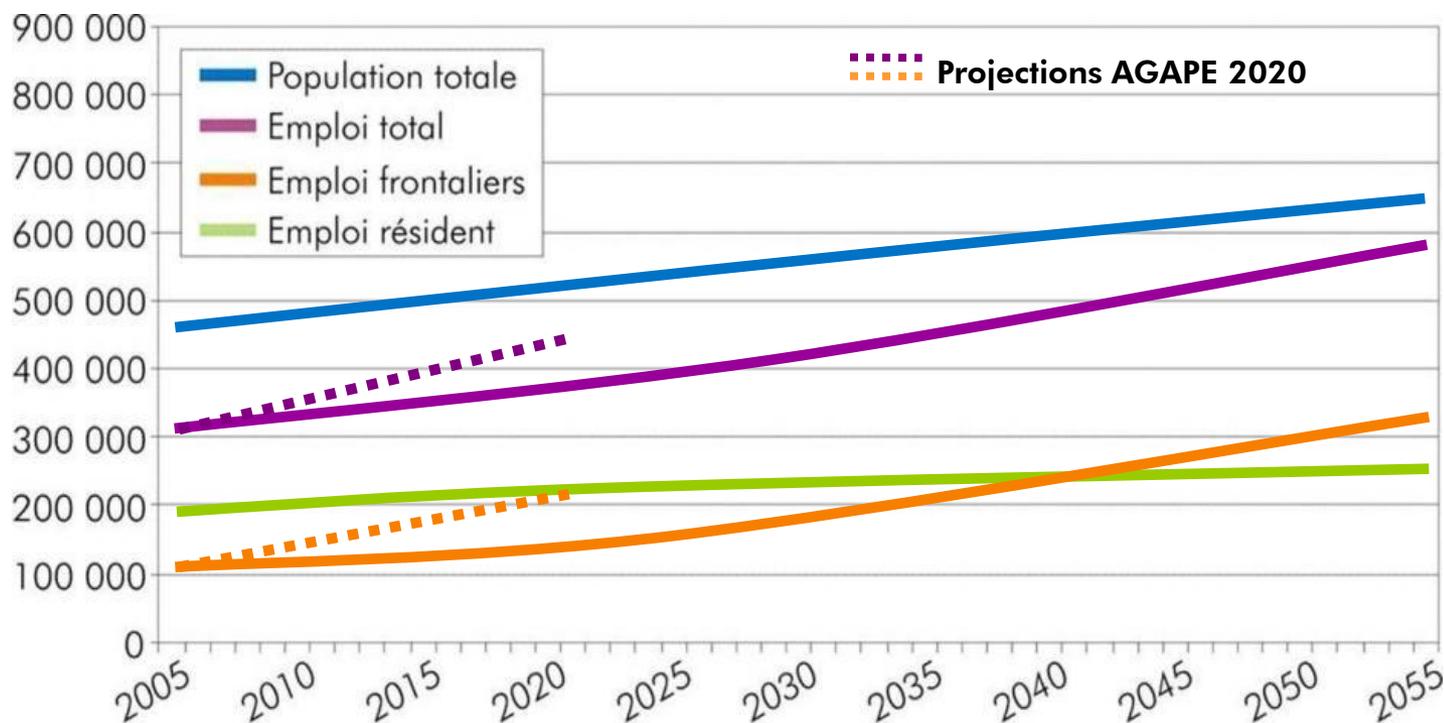
- En 2008, le Grand-duché du Luxembourg compte 350 000 emplois et 150 000 frontaliers, dont 70 000 lorrains
- Plus de 60% des frontaliers lorrains proviennent des secteurs de Longwy-Briey-Villerupt (30%), Thionville-Cattenom (25%) et Metz-métropole (8%)
- Pendant plus de 10 ans, le PIB luxembourgeois a cru à une moyenne de 5% par an, et son nombre d'emplois progressé de 10 à 20 000 emplois par an. La crise actuelle l'a fait passer en négatif en 2009, néanmoins le nombre de frontaliers continue d'augmenter
- Sur la période récente, 95% des nouveaux emplois créés sont occupés par des étrangers

Les impacts du Grand-Duché n'attendent pas Belval

Monitoring mars 2010
Prospective STATEC = 122 000 frontaliers
Prospective AGAPE = 145 000 frontaliers
Constat = 148 000 frontaliers

- Prospective du STATEC 2005 pour 2055 :
3% de croissance annuelle du PIB
1,7% de croissance annuelle de la productivité
+2 800 migrants par an

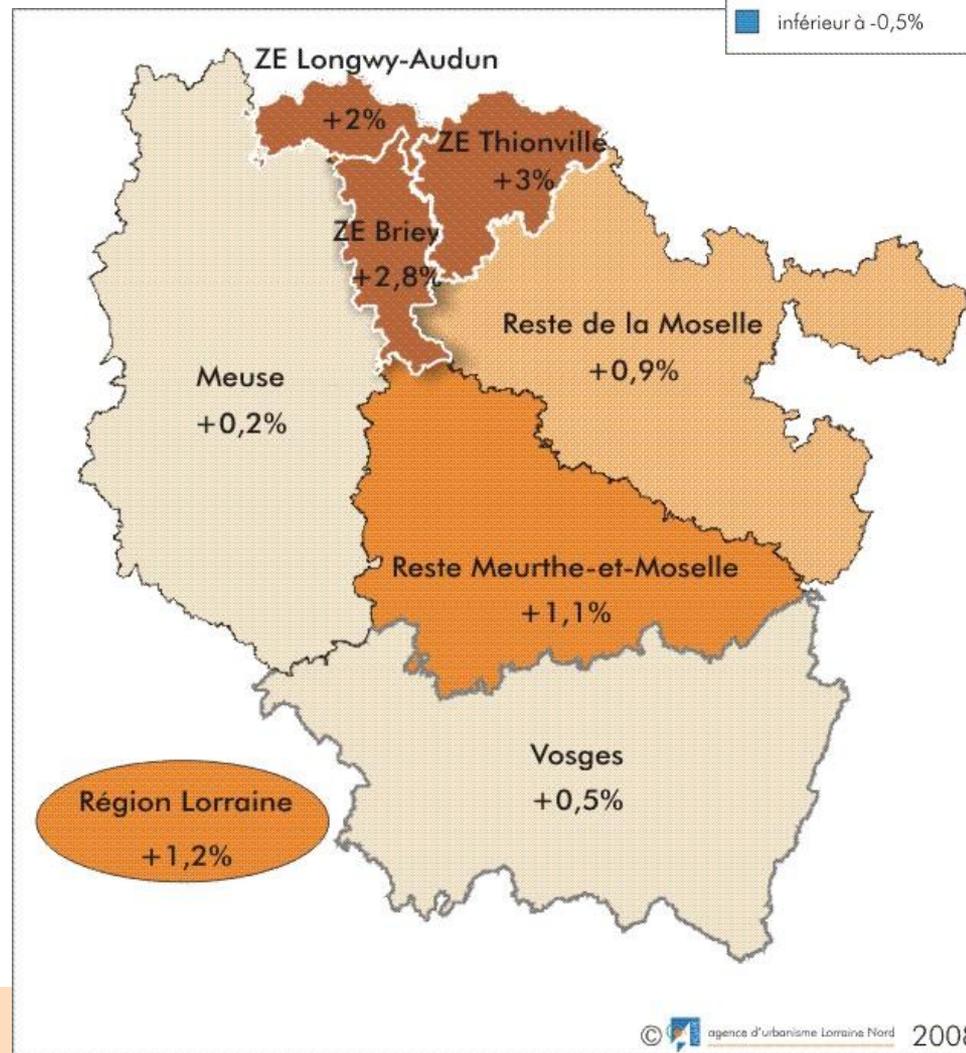
- À ce rythme, les chiffres de 2055 pourraient être atteints en 2035



Effet positif de la croissance grand-ducale : Attractivité démographique

- Après 40 années de déclin démographique, la Lorraine Nord voit sa population progresser (+2,4%, soit +4000 habitants) depuis 1999
- La Moselle Nord voit également sa population se redresser : +3% soit +9500 habitants
- Ces territoires progressent nettement plus rapidement que la région (+1,2%, soit +28000 hab.)

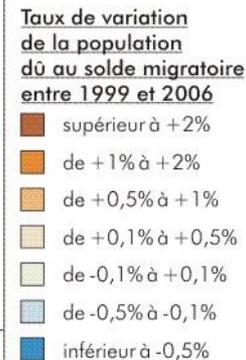
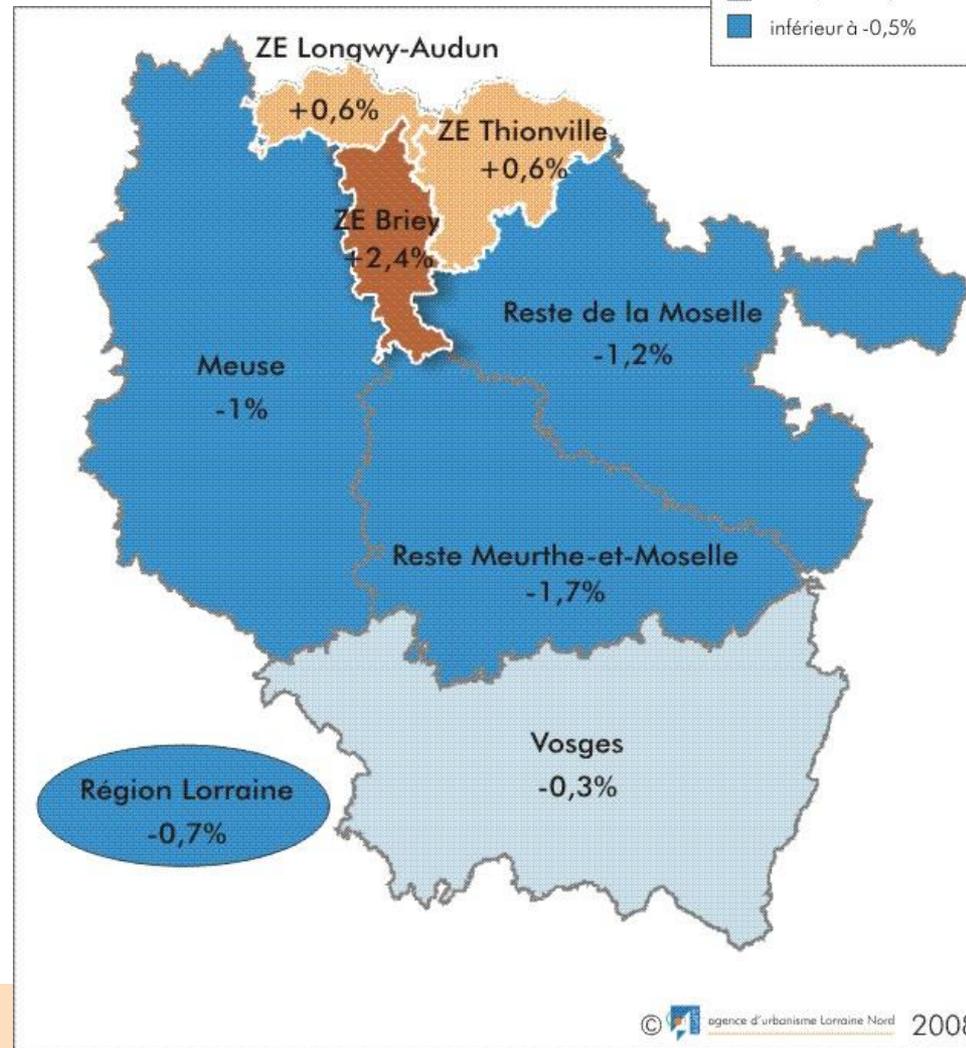
Evolution de la population totale
entre 1999 et 2006



Effet positif de la croissance grand-ducale : Attractivité démographique

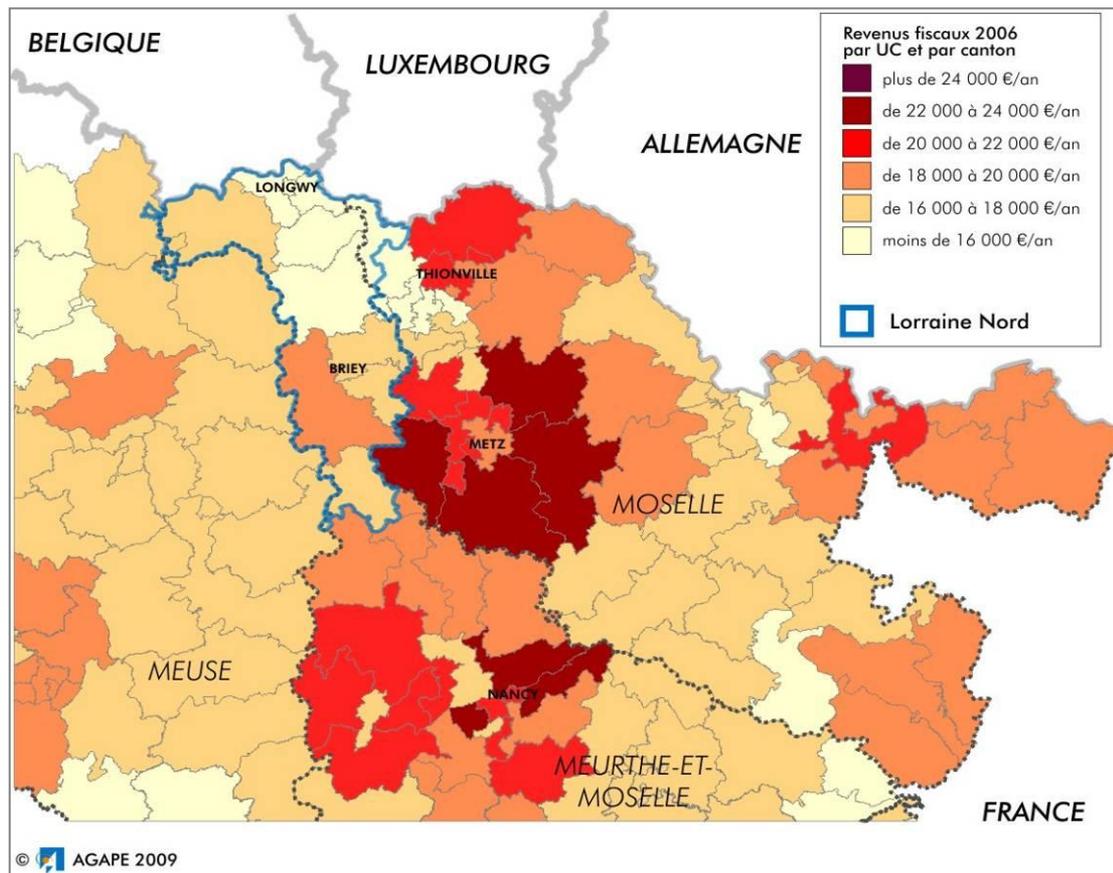
- Le solde migratoire est le facteur clé du redressement démographique en Lorraine Nord puisqu'il explique 60% de l'augmentation : +2500 habitants
- Il est également positif en Moselle nord mais nettement moins important : +0,6% (+2000 habitants)
- La région lorraine affiche en revanche un solde migratoire déficitaire : -0,7% soit -16 000 hab.

Evolution due au solde migratoire
entre 1999 et 2006



Effet positif de la croissance grand-ducale : Augmentation des revenus des ménages

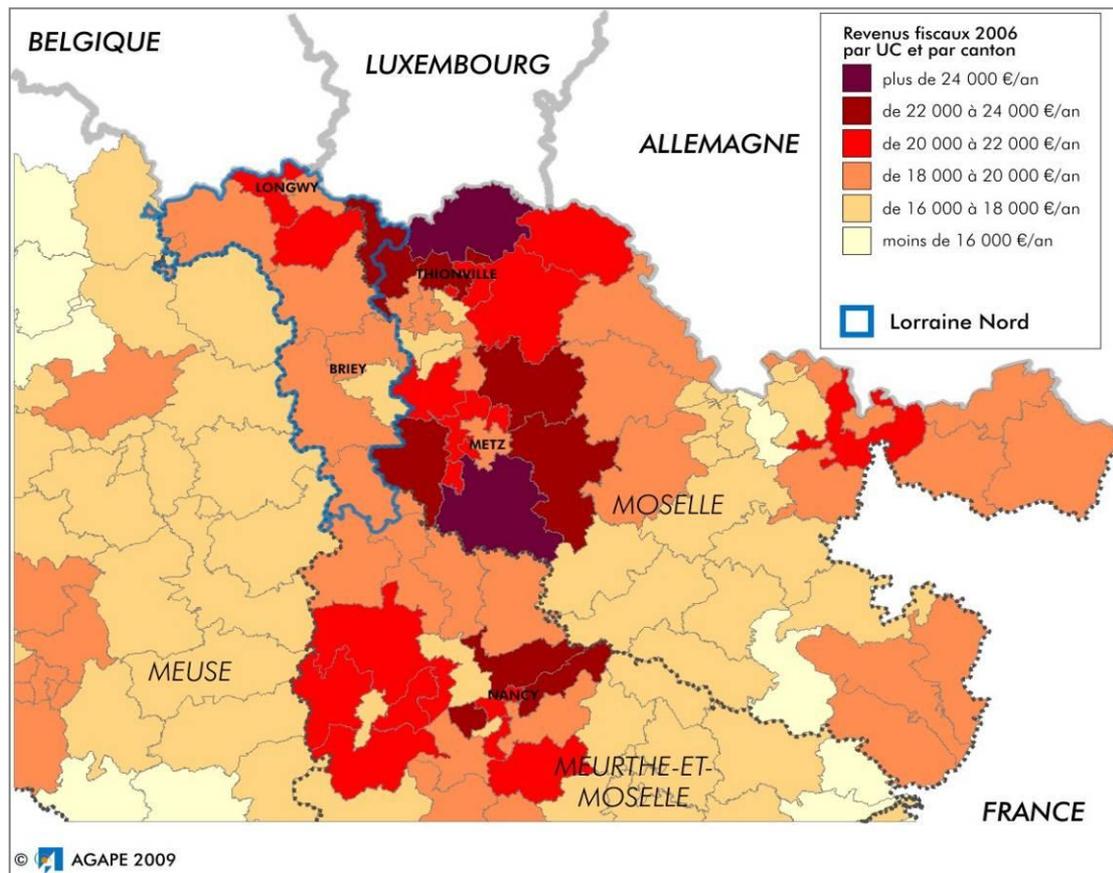
- Avant 2008, une réalité déformée, selon les données INSEE
- 2006 : les banlieues urbaines accueillent les populations les plus aisées
- L'extrême nord 54 et 57 apparaissent comme les plus « pauvres » : selon l'INSEE, 10 à 20% de ces populations ne disposeraient d'aucun revenu pour l'année 2006



Effet positif de la croissance grand-ducale : Augmentation des revenus des ménages

En 2008 : les revenus 2006 sont corrigés

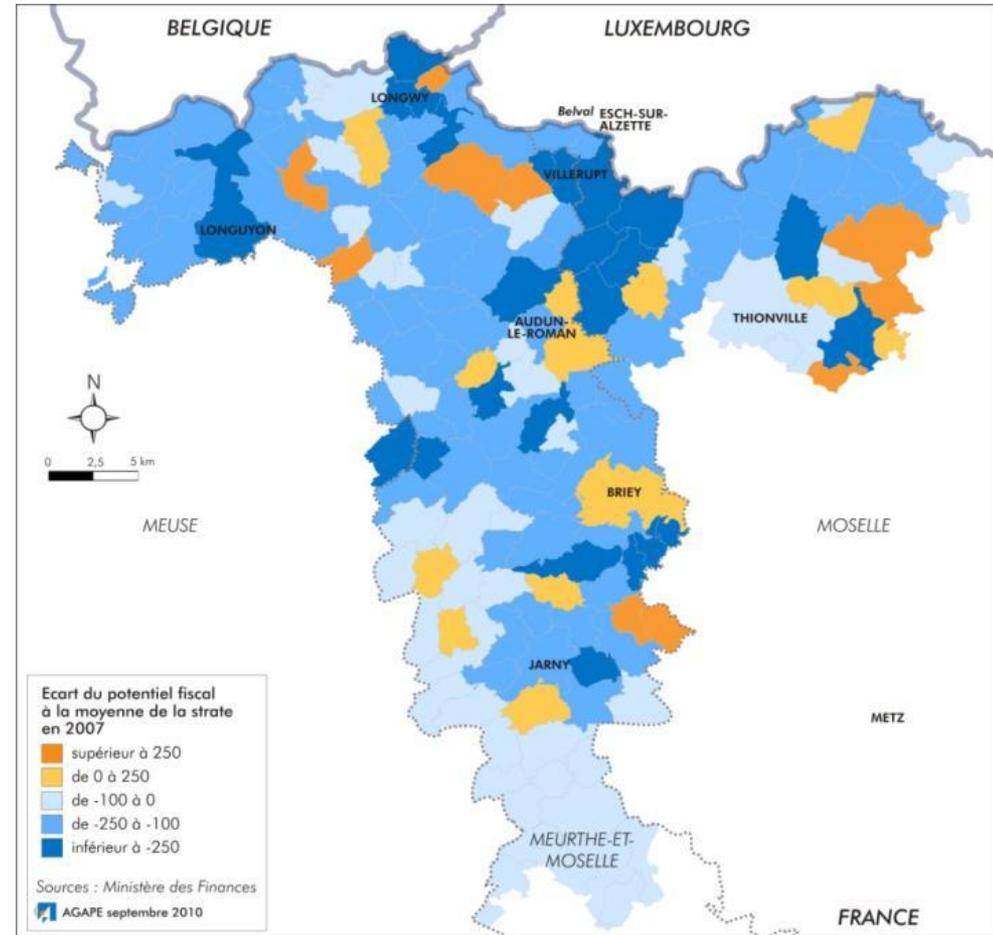
- Revenus des 65 000 frontaliers lorrains = **2 Mds€**, soit 10% des revenus lorrains totaux (1,2 Mds€ en Belgique)
 - Hors allocations familiales
 - Hors 1 800 fonctionnaires
- D'ici 2020, à revenus constants, ils pourraient représenter un revenu total de **4 Mds€** (resp. 2 Mds€), soit 15% des revenus lorrains totaux (5% pour la Belgique)



Effet négatif de la croissance grand-ducale : Appauvrissement des collectivités locales

- Un appauvrissement indirect des collectivités locales due aux frontaliers
- Un emploi endogène qui ne parvient pas à se développer
- Une distorsion fiscale franco-luxembourgeoise
- L'entreprise française est désavantagée face à l'entreprise luxembourgeoise : elle offre une rémunération inférieure pour un coût supérieur
- 1 frontalier = une perte de 1500 € pour la commune ?

Ecart du potentiel fiscal à la moyenne de la strate en 2007

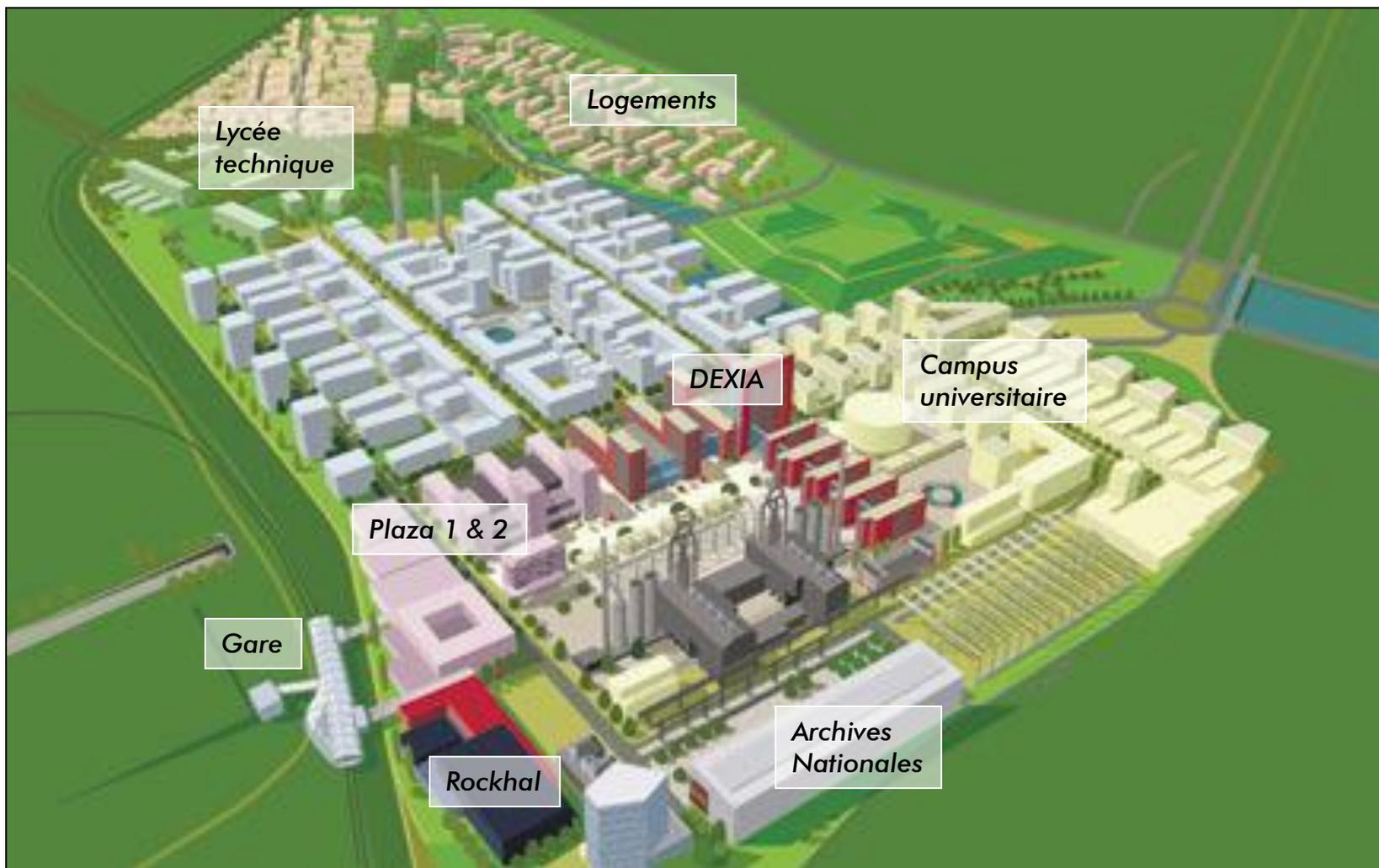


Effet négatif de la croissance grand-ducale : Appauvrissement des collectivités locales

	Déficit fiscal par rapport à la moyenne de la strate	Nombre de frontaliers	Revenus annuels des frontaliers	Déficit fiscal en % des revenus des frontaliers
Les communes de l'agglomération de Longwy	10,8 M€	8 555	270,5 M€	3,8 %
Les communes du Pays Audunois	1,6 M€	1 555	47,5 M€	3 %
Les communes du Pays-Haut Val d'Alzette	9 M€	6 665	205 M€	4,1 %
TOTAL AGAPE	33,7 M€	21 592	672 M€	4,7 %

- Le déséquilibre de recettes des territoires nord lorrains est compris entre 3 et 4,1 % des revenus des frontaliers
- N.B : la convention franco-suisse prévoit un reversement de 3,5 % des revenus frontaliers par an

Alors, Esch-Belval : quels impacts ?



Le site Esch-Belval doit-il alors être considéré comme un petit ou un grand projet ?

- Belval, un petit projet ?
 - ▶ Belval = 20 000 emplois nets créés
20 000 emplois = 2 ans de créations d'emplois au GDL
20 000 emplois sur 15 ans = 1 350 emplois / an (13% des créations)
1 350 emplois = DEXIA tranche 1
 - ▶ D'ici 2020, Belval + Cloche d'Or + Kirchberg = 1/3 des emplois créés au GDL (50 000 emplois)
 - ▶ Donc le développement économique touche l'ensemble du pays et pas uniquement ces trois sites
- Mais un grand projet ?
 - ▶ Au vu de l'impact financier = 3 milliards d'euros d'investissements
 - ▶ Au vu de la qualité urbaine et des surfaces développées (1,3 Mio. de m²)
 - ▶ Au vu des effets de polarisation de l'espace régional
 - Implantation de l'Université du Luxembourg
 - Belval 2020 = Metz Métropole en termes d'EMS



L'émergence de l'éco-agglomération Alzette-Belval



Le contexte : La CCPHVA face à la Région d'Esch/Alzette

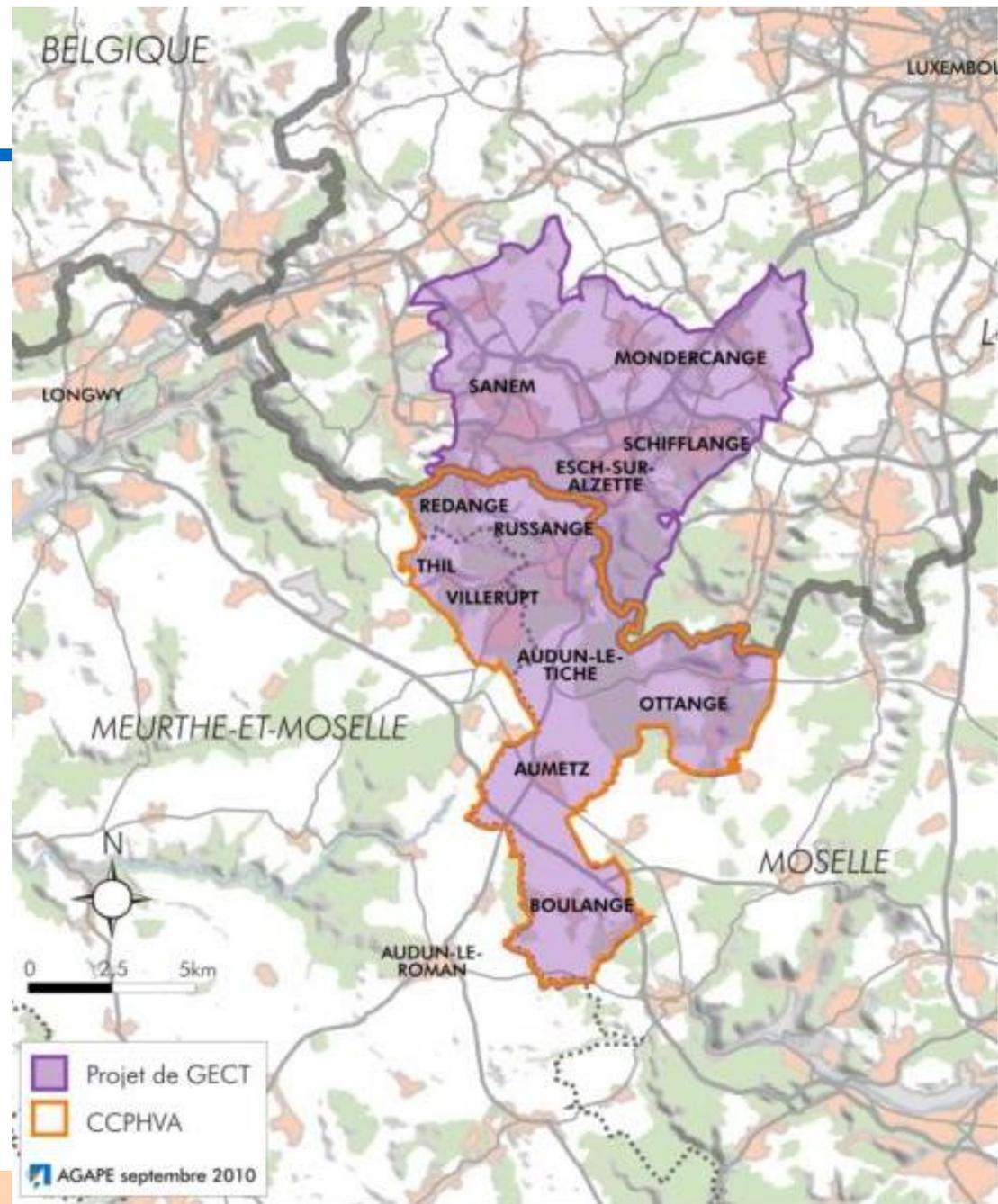


Côté français, une agglomération du Pays-Haut Val d'Alzette sinistrée qui ne suit pas le rythme malgré des atouts évidents



Le contexte : La CCPHVA face à la Région d'Esch/Alzette

- Un réseau routier inadapté côté français (ex : 17 000 v/j dans la traversée d'Audun-le-Tiche) face à 3 autoroutes côté luxembourgeois
- Un nombre d'emplois atone contre une projection de +40 000 emplois dans le Sud Luxembourg à horizon 2025
- +3% de croissance démographique côté français (800 hab.) contre +11% côté luxembourgeois (5500 hab.)



Les grandes étapes de l'éco-agglomération Alzette-Belval

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

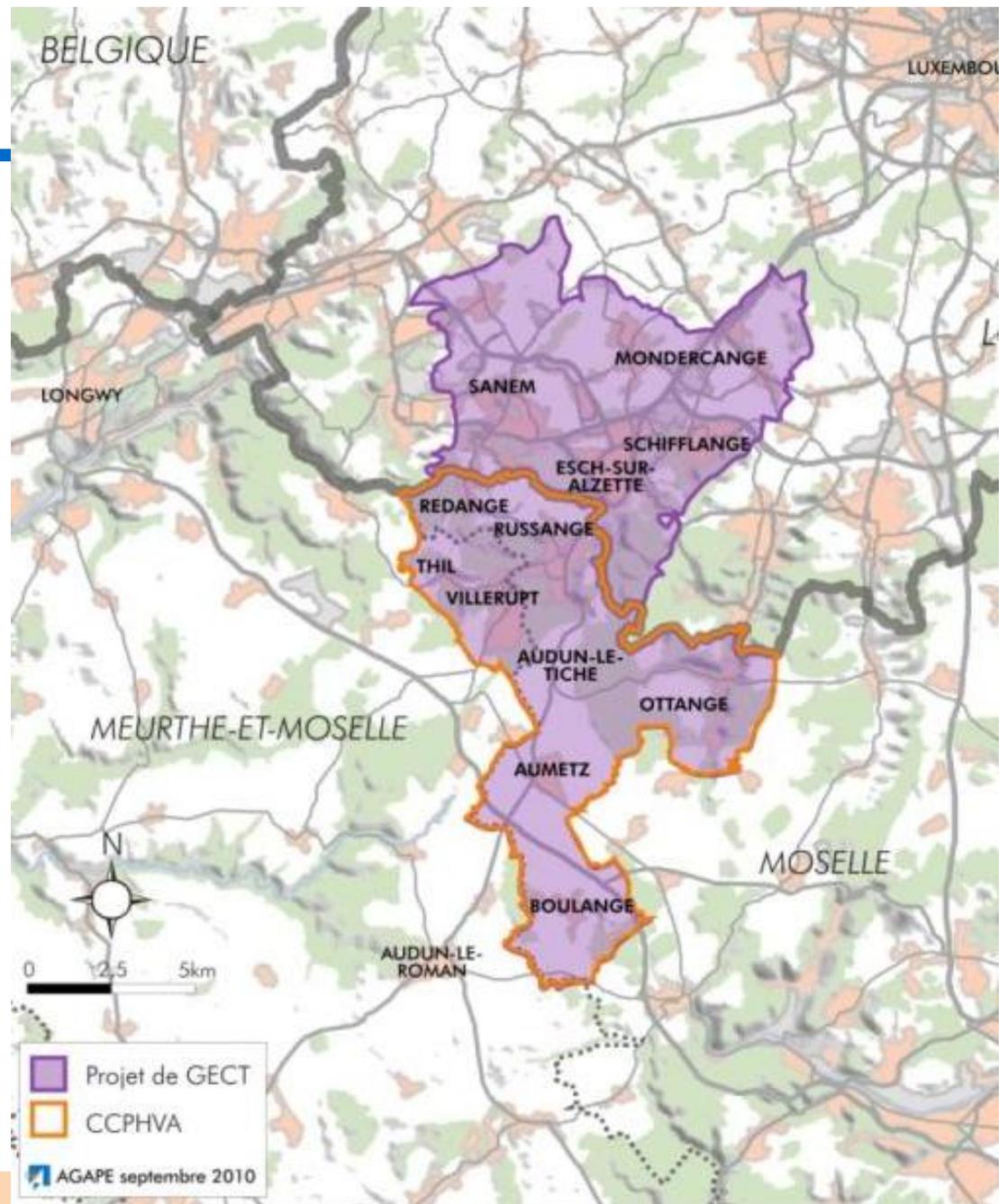
Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010



2003

L'Etat français reconnaît l'enjeu Belval...

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

Deux CIADT (Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire) **reconnaissent l'enjeu Belval pour les territoires nord-lorrains**

- CIADT du 26 mai 2003 :
 - ▶ « Parallèlement à la mise en œuvre du contrat de site (Daewoo / Longwy), il est indispensable d'inscrire le développement de l'agglomération longovicienne et plus largement celui des territoires nord-lorrains dans la dynamique du **développement transfrontalier**, avec en particulier le grand projet luxembourgeois de **Belval** ».
- CIADT du 18 décembre 2003
 - ▶ « Organiser une grande région mosellane autour de Metz et Nancy », un des 50 projets d'aménagement prioritaires
 - ▶ Décliné via 2 actions , dont **Belval-ouest**
 - ▶ « Ce projet constitue une opportunité pour le bassin de l'Alzette et plus largement pour les territoires nord-lorrains [...] une équipe dédiée sera mise en place [...] L'Etat soutiendra son fonctionnement à hauteur de 400 K€, pour un coût total de 950 K€ ».

2004

...et l'officialise avec le Grand-Duché

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004 →

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Signature de conventions-cadre Etat français / Etat luxembourgeois (avril / mai 2004) :
 - ▶ 1^{ère} convention : Vision partagée du développement du bassin frontalier, ancrée spécifiquement sur le projet Belval-ouest
 - ▶ 2^{nde} convention « infrastructures », marquant l'accord sur la réalisation et la mise en œuvre des infrastructures nécessaires, notamment une **rectification de frontières** (réalisation d'un giratoire)

2004

Et les collectivités locales s'organisent

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

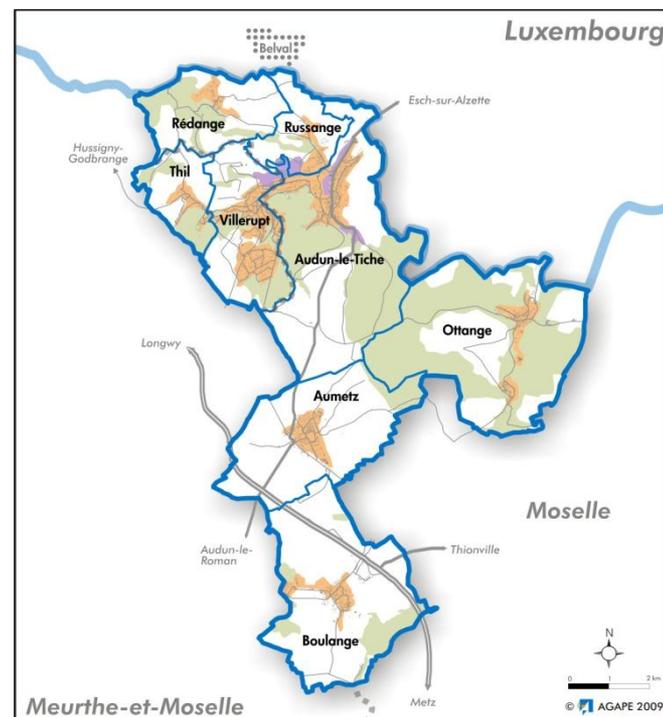
Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Création de la CCPHVA (Communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette) :
 - ▶ Dans un premier temps (décembre 2004) autour de 6 communes mosellanes,
 - ▶ Puis extension en 2005-2006 à Thil et Villerupt en Meurthe-et-Moselle



2005

Le Schéma Directeur éclaire le paysage

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

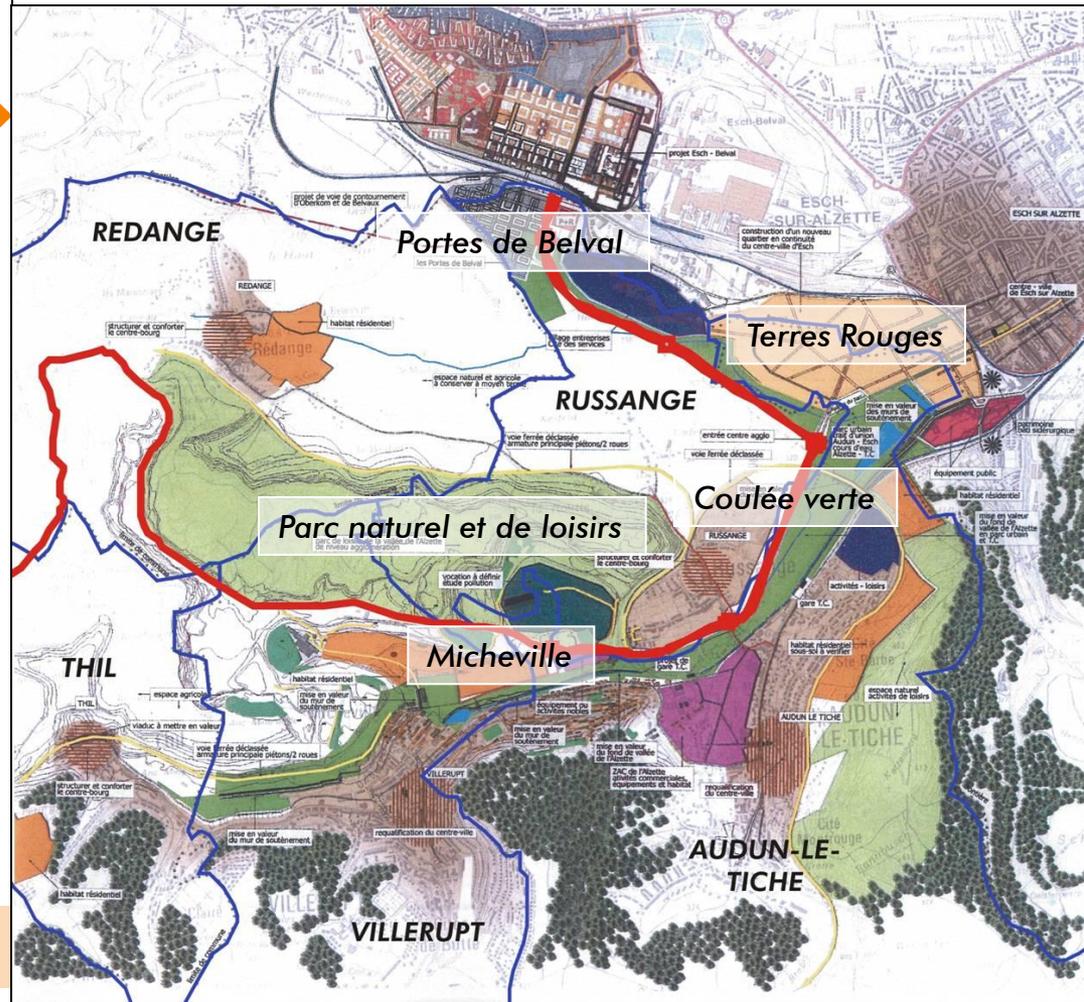
Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Réalisation et validation par les acteurs du territoire du « Schéma Directeur Alzette-Belval 2015 » (réalisé dans le cadre des études CIADT)



2005-2007

L'Etat et les collectivités locales s'investissent conjointement

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

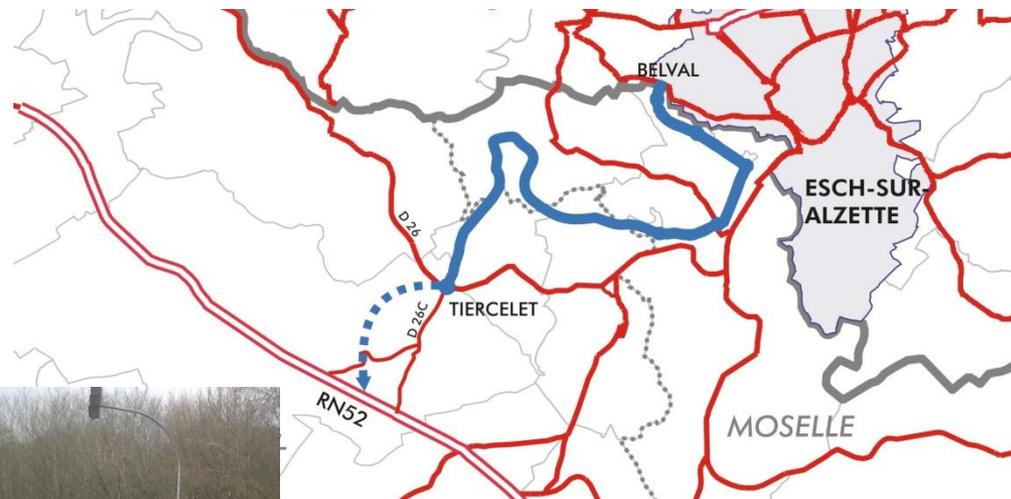
Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- La future liaison dite « Belval – A30 » est déclarée « d'utilité publique » en juillet 2005

- ▶ Cette liaison fait débat car elle ne rejoint pas l'A30 – RN52, mais s'arrête à l'entrée d'un village (Tiercelet)
- ▶ Un coût de 38 M€, en partie financé par le GdL



2005-2007

L'Etat et les collectivités locales s'investissent conjointement

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- La future liaison dite « Belval – A30 » est déclarée « d'utilité publique » en juillet 2005
 - ▶ Cette liaison fait débat car elle ne rejoint pas l'A30 – RN52, mais s'arrête à l'entrée d'un village (Tiercelet)
 - ▶ Un coût de 38 M€, en partie financé par le GdL
- Inscription des enjeux liés à l'agglomération Alzette-Belval en tant que Grand Projet n°5 du CPER 2007-2013
 - ▶ 26 M€ affectés

2007-2008

Le réseau de villes LELA+

5 enjeux

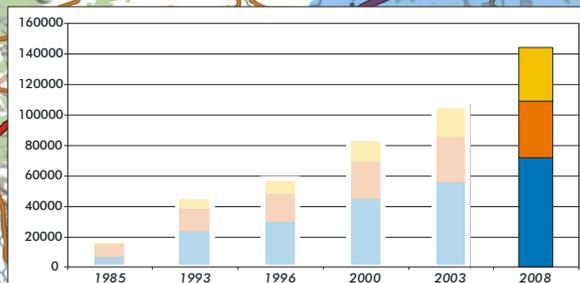
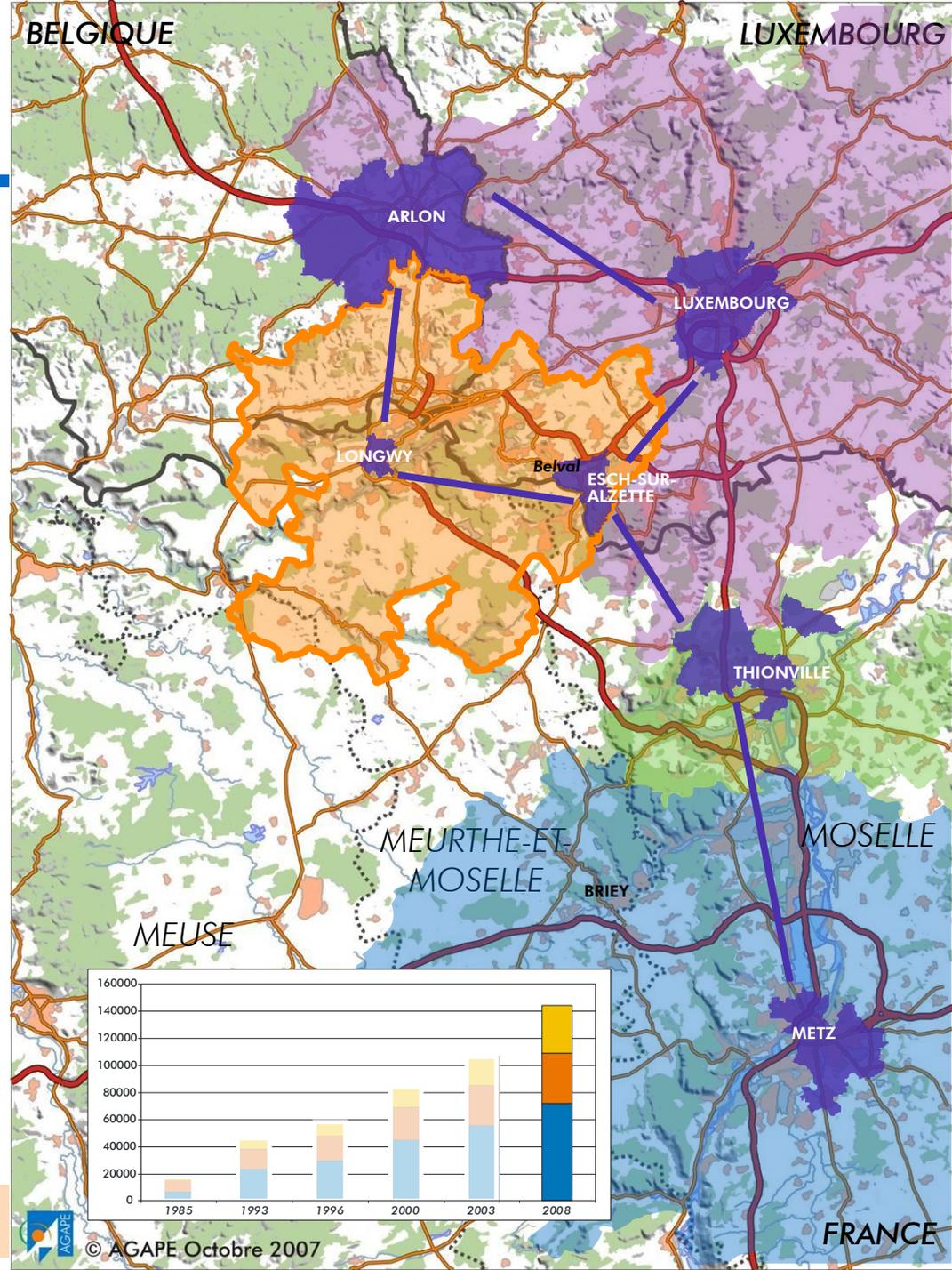
- Mobilité
- Sécurité
- Internet
- Réseau à haut-débit
- Apprentissage des langues



Luxembourg Longwy Thionville
Esch-sur-Alzette Arlon Metz

- 71 800 *lorrains*
- 37 000 *belges*
- 34 600 *allemands*

143 400 frontaliers vers le GdL



© AGAPE Octobre 2007

2008

L'Etat charge le Préfet d'une mission Alzette-Belval...

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008 →

Depuis 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010



2008

...qui accélère le processus

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

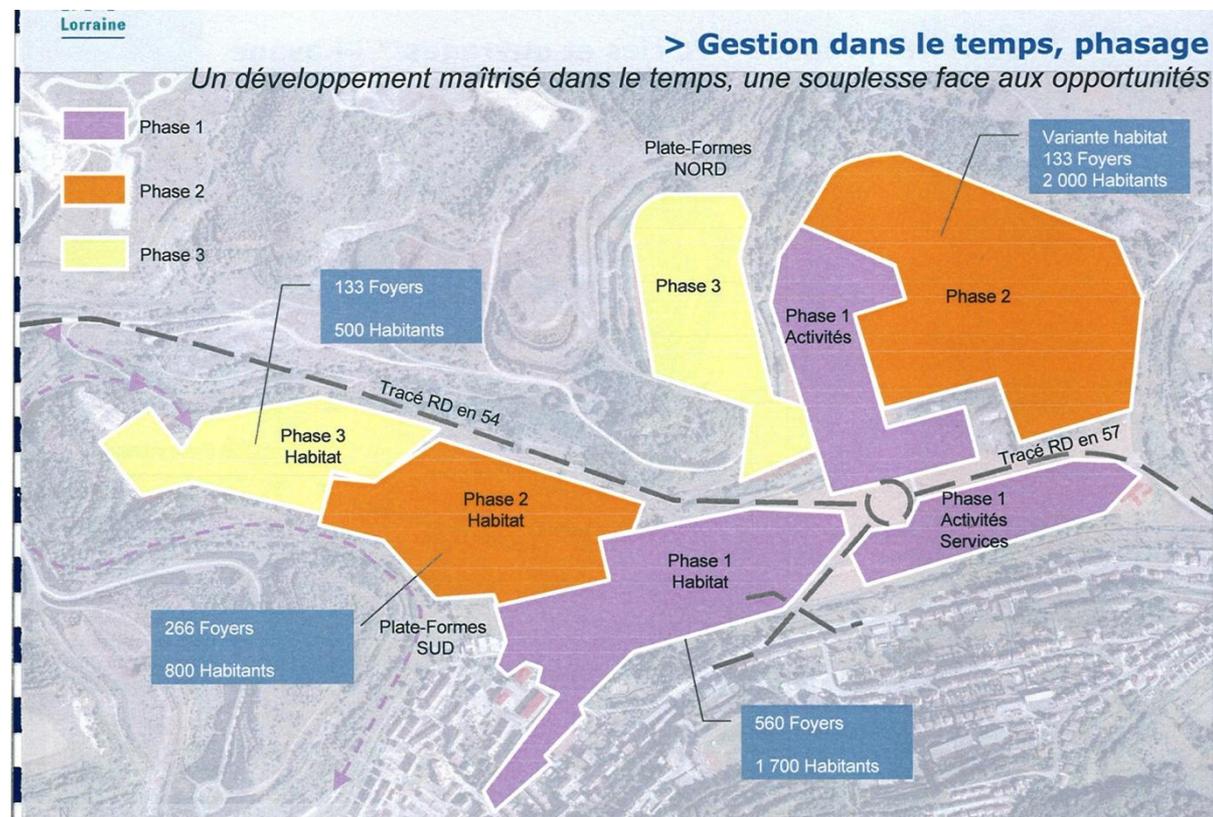
Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Etude Micheville (Noury)



2008

...qui accélère le processus

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

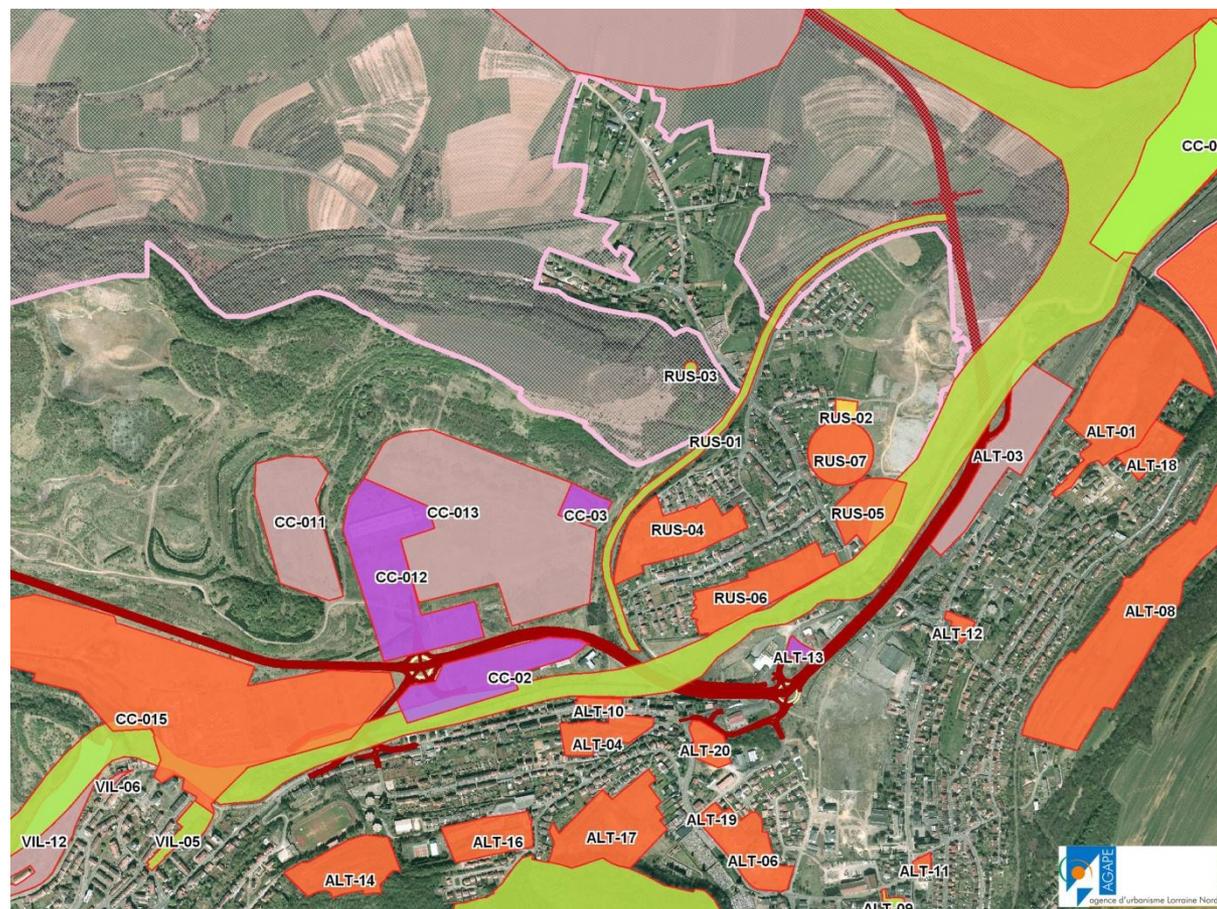
Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Etude foncière (AGAPE, EPFL)



2008

...qui accélère le processus

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- *Etude Portes de Belval (proposition Verdier)*



2008 ...qui accélère le processus

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Janvier 2008

Depuis 2008

Octobre 2009

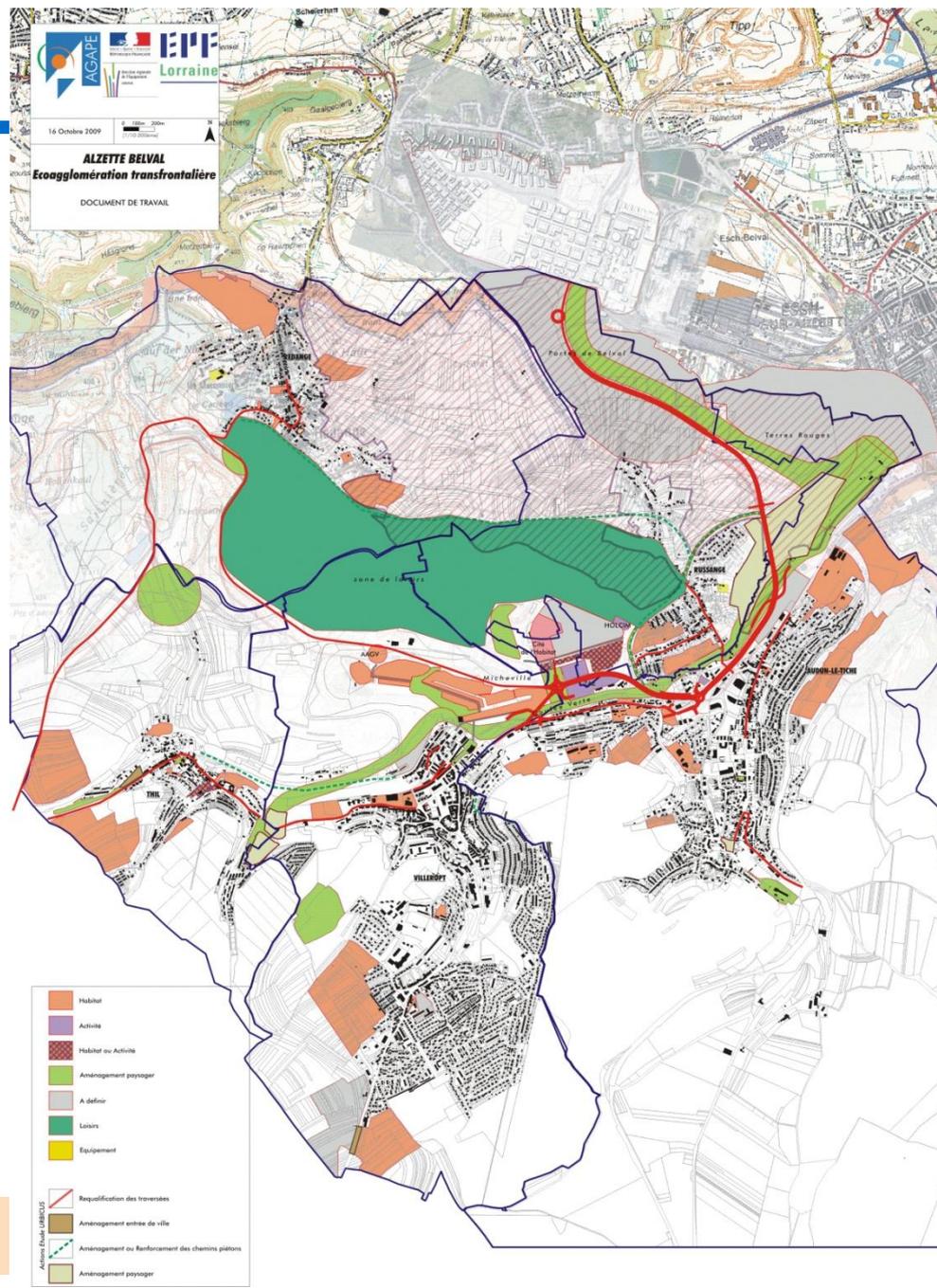
Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Un schéma qui se précise



2009

Des labellisations nationales attestant de l'exception du projet

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Depuis 2008

Janvier 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Le Président de la République annonce en octobre 2009 sa volonté de faire du secteur Alzette-Belval une « Opération d'Intérêt National »
 - ▶ L'OIN, une opération d'urbanisme qui permet à l'Etat de reprendre la main sur le droit des sols
 - ▶ Moins de 20 OIN en France
 - ▶ Qui induit quasi-systématiquement la création d'un EPA (Etablissement Public d'Aménagement), structure de gouvernance du projet
- En novembre 2009, la CCPHVA est retenue dans le cadre de l'appel à projets « EcoCités », labellisation obligeant à l'excellence en matière de durabilité urbaine

2010

De nouveaux interlocuteurs

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Depuis 2008

Janvier 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- En janvier 2010, l'équipe projet Alzette-Belval est dissoute
- Et laisse la place à une « Mission de Préfiguration de l'OIN Alzette-Belval », composée
 - ▶ De l'EPFL,
 - ▶ De la DREAL
- Parallèlement, l'Etat français et l'Etat luxembourgeois signent une convention portant création d'une « commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise »
 - ▶ L'espoir de pouvoir débloquer certaines situations qui ne peuvent se résoudre que d'Etat à Etat
 - ▶ Une première réunion le **21 avril 2011**

2010

Des réponses globales pour l'ensemble des frontières françaises

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Depuis 2008

Janvier 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- **Rapport de la mission parlementaire sur la politique transfrontalière de la France (juin 2010)**
- **19 propositions dont**
 - ▶ Création de « **pôles de développement économique frontaliers** », à statut fiscal et social spécifique (= zones franches frontalières ?)
 - ▶ Création de **dispositifs d'exonération fiscale et sociale**, pour certaines entreprises localisées aux frontières,
 - ▶ Mise en place d' « autorités organisatrices de transports transfrontaliers »,
 - ▶ Développement de cofinancements transfrontaliers plus équitables,
 - ▶ Création d'une autorité politique gouvernementale, interministérielle, dédiée au transfrontalier,
 - ▶ Création de **pôles métropolitains transfrontaliers** (réforme des collectivités locales)

2010

Rendu du rapport de la Mission de Préfiguration

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Depuis 2008

Janvier 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010



**Périmètre
OIN
5285 ha
dont 526 ha
urbanisés**



2010

Rendu du rapport de la Mission de Préfiguration

**Périmètre
d'intervention
= 200 ha**

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Depuis 2008

Janvier 2008

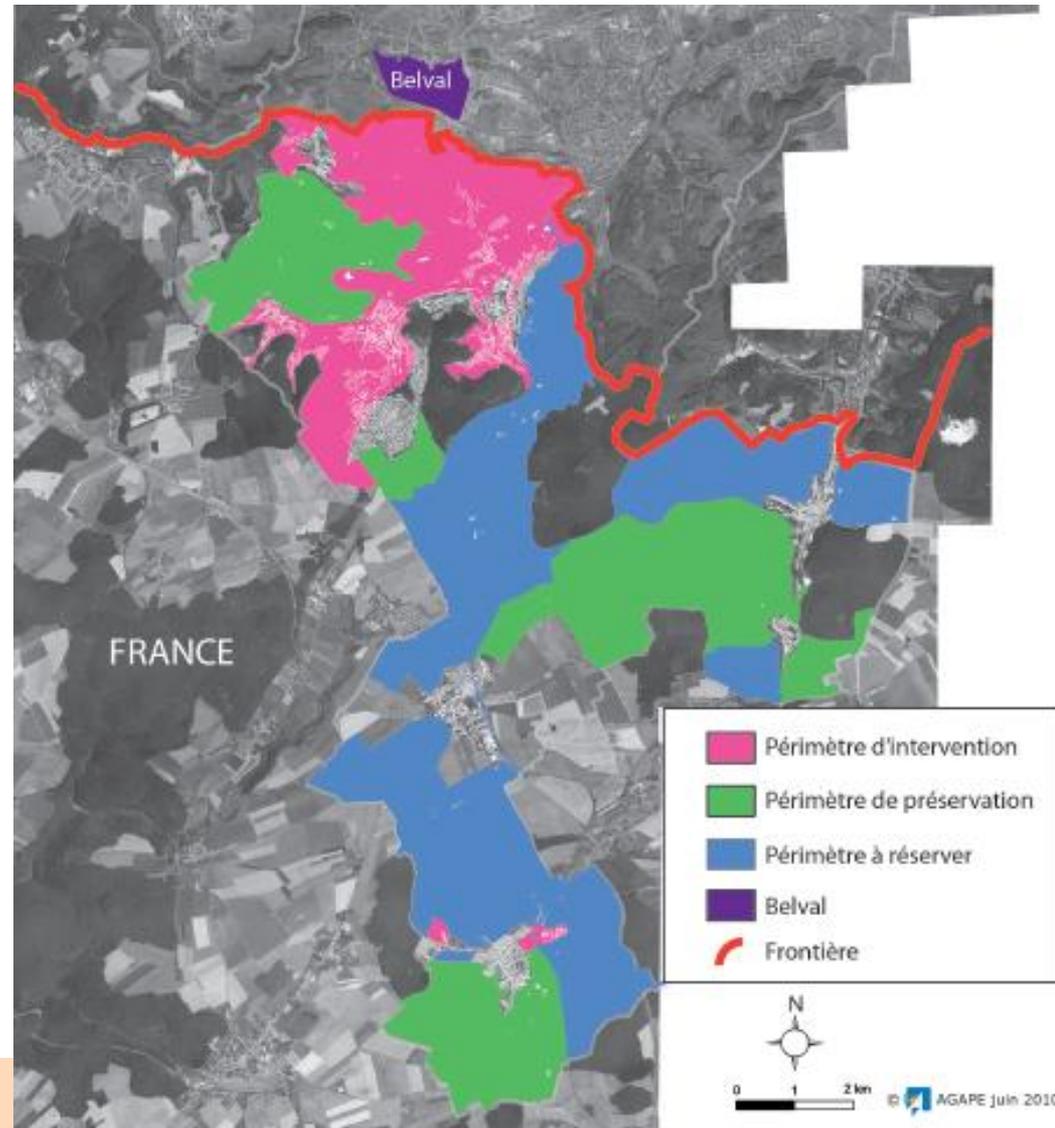
Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010



2010

Bilan du rapport de la Mission de Préfiguration

Mai et décembre 2003

Avril / mai 2004

Décembre 2004

Printemps 2005

Juillet 2005

2007

Depuis 2008

Janvier 2008

Octobre 2009

Novembre 2009

Janvier 2010

Juin 2010

Septembre 2010

- Un bilan d'aménagement à horizon 20 ans
 - ▶ 307 M€ de dépenses, dont :
 - 33 M€ pour le foncier
 - 148 M€ pour les travaux d'aménagement
 - 50 M€ au titre des participations pour équipements publics
 - ▶ 233 M€ de recettes
 - ▶ Donc un déficit de 74 M€, soit 3,7 M€ / an
- 8 600 nouveaux logements pour 20 000 habitants supplémentaires
- Réhabilitation de 500 à 800 logements
- Création d'un Etablissement Public d'Aménagement

Conclusion

Comprendre le melting-pot de procédures

- **GECT :**
 - ▶ Réflexion à une échelle transfrontalière
 - ▶ Élaboration d'un schéma directeur transfrontalier voire d'un PDU transfrontalier ?
- **EcoCité :**
 - ▶ Un label d'exigence en matière de durabilité urbaine
 - ▶ Un exigence également pour le tissu ancien
- **OIN :**
 - ▶ L'engagement de l'Etat
 - ▶ La définition d'un périmètre et d'une ambition
- **EPA :**
 - ▶ La structure de gouvernance du projet, associant l'Etat et les collectivités locales
 - ▶ Une capacité d'intervention opérationnelle